NATO OTAN **Workshop Report**

Research Division - NATO Defense College, Rome – December 2010

Le rôle des acteurs régionaux dans la gestion des conflits au Moyen-Orient

Compte-rendu de séminaire

30 novembre - 3 décembre 2010

Collège de Défense de l'OTAN – Wilton Park

Du 30 novembre au 3 décembre 2010, le Collège de Défense de l'OTAN a organisé en partenariat avec Wilton Park, à Wiston House (West Sussex – Royaume-Uni), un séminaire international de recherche sur « Le rôle des acteurs régionaux dans la gestion des conflits au Moyen-Orient ». Ce séminaire de haut niveau qui s'est déroulé selon les règles de Chatham House a réuni une cinquantaine d'experts, de journalistes, de parlementaires, de décideurs, d'ambassadeurs, de diplomates et d'anciens ministres en provenance des pays membres de l'OTAN et du Moyen-Orient. Ce séminaire a permis de mieux comprendre l'interaction des acteurs régionaux, étatiques ou non étatiques, dans le processus de règlement des conflits et des tensions en cours au Moyen-Orient. Au-delà, il a permis d'envisager de nouvelles perspectives concernant les défis de sécurité et les enjeux stratégiques pour l'ensemble des pays de la région.

Résumé : Les acteurs régionaux vont être amenés à jouer un rôle grandissant dans la gestion des conflits et des tensions au Moyen-Orient, qu'il s'agisse des crises libanaise, irakienne, iranienne ou yéménite. Parmi ces nouveaux acteurs, la Turquie s'impose comme un partenaire incontournable. S'agissant des dossiers israélo-palestinien et israélo-syrien, les Etats-Unis apparaissent en revanche comme le seul acteur capable d'accompagner de réels progrès et de se porter garant d'un accord négocié. Une plus grande implication des acteurs régionaux sur ces deux dossiers ne ferait qu'accroître la cacophonie et les tensions, rendant une résolution de ces deux conflits beaucoup plus improbable.

Synthèse des points les plus importants :

● Concernant l'architecture de sécurité au Moyen-Orient

Trois schémas semblent se dessiner, qui confèrent tous un rôle important aux acteurs régionaux :

1] **L'instauration progressive d'un partenariat global fondé sur la reconnaissance mutuelle et l'interdépendance économique**, acceptable à la fois par les pays arabes, l'Iran, la Turquie et les Etats occidentaux. Ce scénario, s'il est le plus souhaitable, reste aujourd'hui très improbable compte tenu des rivalités qui opposent les Etats de la région.

2] **L'émergence d'une nouvelle Guerre Froide** entre Etats arabes modérés, Etats occidentaux et Israël d'une part, et l'Iran soutenu par certains Etats arabes adoptant une ligne résolument antioccidentale d'autre part. Une telle Guerre Froide se traduirait par une politique d'endiguement très ferme de l'Iran, sans pour cela que ce pays fasse l'objet de frappes militaires. Elle pourrait connaître un certain nombre de rebondissements si certains Etats arabes basculaient d'un camp à l'autre (tels que le Liban en cas d'établissement d'un gouvernement pro-syrien ou l'Egypte en cas de prise de pouvoir par les Frères musulmans). Ce scénario, qui ferait le jeu d'Israël, de l'Egypte et de l'Arabie saoudite, pourrait satisfaire la Turquie qui s'imposerait à la fois comme une sorte d'arbitre et de « troisième voie ».

3] **Le maintien d'un Moyen-Orient très fragmenté**, sans lignes de fracture claires, aux intérêts divergents et aux alliances mouvantes en fonction des dossiers. Il ne s'agirait que de la continuation de la situation qui prévaut actuellement dans la région. Ce scénario, qui fait la part belle à l'Iran, à la Turquie, à la Syrie, aux pays arabes modérés et aux Etats-Unis, apparaît aujourd'hui comme le plus probable.

● La Turquie au centre du jeu

La Turquie est passée d'une politique réactive à une politique proactive fondée sur l'établissement de bonnes relations avec tous ses voisins. Les deux fondements de cette politique sont le dialogue et l'interdépendance économique.

L’ambition de la Turquie de devenir une puissance économique et industrielle sous-tend toute sa politique étrangère.

La Turquie s’ouvre à l’ensemble des acteurs internationaux, qu’il s’agisse de l’Union européenne, des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, du Brésil, de l’ONU ou de l’OTAN. Elle a compris qu’elle constituait un partenaire acceptable à la fois pour les Occidentaux, pour l’Iran et pour le monde arabe. Elle a pris conscience qu’elle était perçue comme un modèle par l’ensemble des opinions publiques arabes. Elle est tout aussi consciente que les dirigeants de ces pays arabes ne voient pas d’un bon œil son intrusion dans leur aire de jeu traditionnelle.

La nouvelle orientation de la politique étrangère turque en direction du Moyen-Orient est durable et s’appuie sur une analyse rationnelle de long terme fondée sur des partenariats « gagnants-gagnants » et non plus sur une logique de « jeu à somme nulle ». Elle n’est pas le fruit de la frustration turque de s’être vu fermer la porte de l’Union européenne. Cette politique se serait développée même si la Turquie avait fait partie de l’Union européenne. L’adhésion à l’Union européenne reste néanmoins l’un des objectifs de long terme de la Turquie.

La Turquie entretient d’excellentes relations avec l’Iran et ne fera rien qui déboucherait sur une confrontation avec Téhéran.

Les priorités de la politique étrangère turque au Moyen-Orient sont : le processus de paix israélo-palestinien, l’apaisement de la crise iranienne, la stabilisation de l’Irak, la résolution des crises libanaise, yéménite et soudanaise.

Face à cet activisme débordant, l’intérêt des Occidentaux est de maintenir la Turquie dans l’OTAN, de s’assurer qu’elle continue de se comporter de manière positive et qu’elle ne rejoigne pas le camp de la contestation antioccidentale. La Turquie pourrait renforcer la crédibilité des partenariats de l’OTAN en direction du Moyen-Orient (Dialogue méditerranéen et Initiative de coopération d’Istanbul) en se déclarant prête à participer à d’éventuelles opérations de stabilisation de l’Alliance dans la région, en contribuant plus activement aux actions de coopération militaire avec les Etats du DM et de l’ICI et en aidant les pays de l’OTAN à mieux comprendre cette région.

● La politique du nouveau Gouvernement britannique à l'égard du Moyen-Orient : rationalisation des efforts et recentrage sur le Golfe

Cette rationalisation des efforts est motivée par la nécessité de réduire de 25 % les dépenses du Foreign & Commonwealth Office (FCO). Les 5 priorités du nouveau Gouvernement britannique « conservateur-libéral démocrate » sont :

- La poursuite du processus de paix israélo-palestinien.
- La résolution de la crise iranienne.
- Le réinvestissement de la présence et de l'influence britanniques dans le Golfe (comme en témoigne le récent voyage officiel de la Reine dans la région).
- La stabilisation du Yémen.
- La stabilisation du Liban et de l'Irak.

NB : En moins de deux ans, l'Irak est passé de la première à la dernière place en termes de priorités. L'Afghanistan n'est pas mentionné car les Britanniques, à l'instar des Européens, considèrent que ce pays ne fait pas partie du Moyen-Orient.

● L'Iran

L'Iran pourrait aider réellement à la résolution des tensions et des conflits au Moyen-Orient s'il parvenait à changer sa vision de son environnement, à définir des relations apaisées avec ses voisins et à s'ouvrir sur le monde occidental, sans pour cela renoncer à ses objectifs légitimes qui ne sont pas contradictoires avec ceux de ses voisins.

Contrairement à la Turquie, la politique étrangère de l'Iran vis-à-vis du Moyen-Orient est surtout réactive, et non pas proactive. L'Iran a su parfaitement jouer des erreurs des Etats-Unis, d'Israël et de l'Irak pour accroître son influence dans la région, mais il n'est à l'origine d'aucune initiative (toujours à cause de cet enfermement sur lui-même).

A l'exception de son contrôle sur le Hezbollah capable d'agir au Liban et contre Israël, l'Iran n'a pas la capacité militaire de se projeter au-delà de ses frontières. Son armée reste essentiellement défensive, même si elle possède la capacité d'effectuer des frappes limitées dans le Golfe.

L'Iran constitue aujourd'hui un obstacle à la résolution pacifique des tensions et des conflits au Moyen-Orient, notamment parce que l'essentiel de sa classe politique est paranoïaque et ne connaît pas le monde extérieur (syndrome « Corée du Nord », ce qui explique que les deux pays collaborent étroitement). L'Iran reste un pays fermé où ne vit qu'un tout petit nombre d'Occidentaux. Bien qu'ils aient accès à Internet, les Iraniens sont très peu exposés au monde extérieur et n'ont aucun contact avec les étrangers. Leurs dirigeants sont persuadés d'être encerclés et sont effrayés par le simple fait de se déplacer dans un pays occidental. Ils sont persuadés de représenter un modèle attractif de résistance et de résilience au modèle occidental. Ils craignent plus que tout de retomber sous la coupe d'une puissance étrangère.

Face à cette schizophrénie ambiante, il est difficile d'imaginer qu'un dialogue avec les dirigeants iraniens puisse aboutir à autre chose qu'un dialogue de sourds. C'est pourquoi il est nécessaire de faire œuvre de pédagogie à l'égard des Iraniens pour les aider à sortir de leur isolement et leur permettre de se rendre compte, par eux-mêmes, que le monde extérieur est différent de celui qu'ils imaginent.

En attendant, une politique d'endiguement alliée aux sanctions adoptées par la communauté internationale semble constituer la manière la plus rationnelle de contenir l'Iran, tout en laissant ouverte la voie du dialogue.

Les sanctions financières ralentissent considérablement la capacité de l'Iran de se développer économiquement et de moderniser son industrie pétrolière et gazière. Mais de l'avis d'une majorité d'experts, ces sanctions ne suffiront pas à contraindre le régime à arrêter son programme nucléaire. Seule une négociation globale laissant entrevoir des garanties de sécurité crédibles permettrait d'y parvenir.

La guerre Iran-Irak reste un facteur clé pour comprendre les lignes de fracture internes et externes qui expliquent la politique iranienne actuelle.

Le contrôle de l'économie et des grandes sociétés publiques est un autre facteur clé qui permet de comprendre la politique iranienne actuelle. Les dirigeants de ces sociétés, souvent affiliés aux Pasdarans, feront tout pour éviter l'arrivée au pouvoir d'une équipe réformiste qui remettrait en cause les équilibres financiers et les mécanismes de corruption mis en place pendant les deux dernières décennies.

Les objectifs de l'Iran peuvent être résumés de la manière suivante :

- Sur le plan national : Les Iraniens, paranoïaques et convaincus que leurs voisins appuyés par les grandes puissances cherchent à les agresser (militairement, économiquement, diplomatiquement et culturellement), veulent des garanties de sécurité pour protéger leur **indépendance**, leur **révolution islamique** et leur politique de **non-alignement**. En l'absence de garanties internationales crédibles, le régime iranien estime que seule la capacité nucléaire est susceptible de lui conférer les garanties suffisantes de nature à dissuader toute agression extérieure. Cette capacité nucléaire lui confère de surcroît un rôle « égalisateur » avec les grandes puissances dans les négociations en cours.

- Sur le plan régional : L'Iran cherche à la fois à **sortir de son isolement** grandissant, à **s'imposer comme un acteur énergétique** incontournable et à **anticiper les conséquences d'un retrait occidental d'Afghanistan**. L'Iran perçoit en effet le théâtre Afghanistan-Pakistan comme une menace majeure pour sa sécurité et sa stabilité, une fois que les Occidentaux présents sur place s'en seront retirés. Paradoxalement, le Gouvernement iranien n'est pas favorable au retrait de l'OTAN d'Afghanistan, conscient qu'il risque de supporter directement les conséquences d'une déstabilisation de ce pays. C'est la raison pour laquelle Téhéran est en train de se tourner de plus en plus vers l'Orient (Chine, Inde, Japon, Corée du Nord et Corée du Sud, Indonésie) pour établir un dialogue constructif avec de nouveaux partenaires et établir des ententes (notamment avec la Chine et l'Inde) qui lui permettent, à terme, de gérer la menace émanant de la zone Afghanistan-Pakistan.

  L'Iran demeure en revanche très favorable au retrait américain d'Irak. C'est la raison pour laquelle Téhéran souhaite la réélection d'Obama pour être certain que ce retrait ne sera pas remis en cause en cas de victoire républicaine lors de la prochaine élection présidentielle américaine.

  Le dossier palestinien n'est perçu qu'en tant qu'outil de négociation vis-à-vis des Arabes, des Israéliens et des Occidentaux. Il n'est pas crucial pour Téhéran.

- Sur le plan international : Le régime iranien, en quête perpétuelle de légitimité et de **reconnaissance de son statut de puissance émergente**, cherche par tous les moyens à nouer un **dialogue direct et visible avec les Etats-Unis**. La politique d'ouverture du Président Obama a fracturé beaucoup plus sûrement l'autisme du régime iranien que des frappes militaires et a donné des arguments à tous ceux

qui, en Iran, prônent le dialogue avec le monde occidental, sans pour cela que celui-ci implique des concessions vis-à-vis des Occidentaux.

Malgré leur coopération dans le domaine du nucléaire civil, les dirigeants iraniens se méfient toujours de leurs homologues russes.

L'évolution du régime iranien est difficilement prévisible, mais trois données doivent être prises en considération :

1] Le Guide suprême Ali Khamenei souffrirait d'un cancer en phase très avancée qui ne lui garantirait plus que quelques mois de pouvoir (ce qui expliquerait son empressement à faire adouber son fils Mojtaba comme son successeur patenté par les instances religieuses de Qom). Quelle qu'elle soit, la personnalité du nouveau Guide suprême sera éclairante pour anticiper l'évolution du régime.

2] Le Président Mahmoud Ahmadinejad n'a pas l'intention de modifier la Constitution pour se représenter une troisième fois (le nombre de mandats étant limité à deux). Il devrait donc quitter le pouvoir au printemps 2013. Il fera tout néanmoins d'ici là pour s'assurer qu'un candidat issu du milieu des Pasdarans ou du Bassidj prenne sa suite.

3] Mahmoud Ahmadinejad semble déterminé à procéder à une révision constitutionnelle qui transformerait la charge de Guide suprême en fonction largement honorifique dotée d'une vaste autorité morale, mais qui serait vidée de l'essentiel de son pouvoir réel. Ce transfert de pouvoirs se ferait au profit de l'exécutif (Président et gouvernement). Le rôle central des Pasdarans serait réaffirmé et consolidé. Cette révision constitutionnelle pourrait survenir après le décès ou la démission d'Ali Khamenei et avant la fin du mandat d'Ahmadinejad.

● Le conflit israélo-palestinien

Les négociations entre Israéliens et Palestiniens sont bloquées. Tout indique qu'elles le resteront tant que la coalition actuelle restera au pouvoir en Israël et tant que la réconciliation intra-palestinienne ne sera pas devenue une réalité. De part et d'autre, les avis convergent pour privilégier « l'état final recherché » sur les positions de principe défendues par les uns et les autres. Israéliens et Palestiniens reconnaissent qu'ils peuvent s'entendre sur le tracé des frontières (impliquant des échanges de territoires),

sur la démilitarisation des territoires palestiniens, sur les accords de sécurité et sur le partage de l'eau. Les négociations butent en revanche sur le sort des réfugiés, mais surtout sur le statut de Jérusalem. C'est précisément sur ces deux derniers points que l'intervention d'acteurs régionaux tels que la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite, la Syrie ou bien même la Ligue des Etats arabes complexifie considérablement les négociations, se révélant extrêmement contre-productive. De l'avis palestinien, il y a trop d'acteurs extérieurs qui cherchent à pousser leur propre agenda sans souci véritable du sort des Palestiniens.

La poursuite de la construction des colonies est devenue un abcès de fixation pour les deux parties, sans doute à cause de sa médiatisation excessive qui a enfermé chacune des deux parties dans une logique idéologique. Or, pour résoudre le conflit israélo-palestinien, il convient de sortir de la logique idéologique.

Israéliens et Palestiniens considèrent que leurs négociations doivent se poursuivre dans le cadre agréé du Quartet, en étroite concertation avec l'Egypte et la Jordanie. Il est toutefois largement admis que seuls les Etats-Unis détiennent la clé pour aboutir à une solution acceptable et durable.

Quelle que soit la solution sur laquelle s'entendront Israéliens et Palestiniens, celle-ci doit reposer sur un système étatique d'Etats responsables et stables et sur un système de coopération régionale fondé sur la sécurité mutuelle, la bonne gouvernance et le développement économique. Le problème crucial reste l'absence de leadership et de courage politique de part et d'autre. Pour l'instant, le Gouvernement israélien se satisfait pleinement du statu quo, tandis que le leadership palestinien semble lui aussi préférer le statu quo à une évolution incontrôlable qui précipiterait sa chute et porterait le Hamas au pouvoir.

Si le blocage du processus de paix devait persister, il est peu probable, compte tenu de la frustration grandissante de la population palestinienne, que le statu quo puisse perdurer indéfiniment. Trois scénarios semblent alors envisageables :

1] **Déclaration unilatérale d'existence d'un Etat palestinien**, suivant le schéma retenu par les Kosovars et les Abkhazes, en espérant que cette déclaration soit soutenue dans un premier temps par un certain nombre d'Etats, puis, le temps aidant, par un nombre grandissant d'acteurs internationaux. Ce scénario, conforté par la récente

reconnaissance de l'Etat palestinien par plusieurs Etats d'Amérique du Sud, semble privilégié par Saeb Erekat, le chef de l'unité palestinienne de négociation du processus de paix, et par Salem Fayad, Premier ministre de l'Autorité palestinienne. Les avocats de cette option sont conscients qu'elle provoquerait des réactions unilatérales de la part d'Israël, mais ils espèrent qu'elle responsabiliserait davantage le peuple palestinien, qu'elle accroîtrait l'isolement d'Israël sur la scène internationale et qu'elle accélèrerait le processus de réconciliation intra-palestinienne.

2] **Dissolution de l'Autorité palestinienne**. Constatant l'impossibilité de faire fonctionner un Etat palestinien morcelé, en partie occupé par les forces de défense et de sécurité israéliennes, l'Autorité palestinienne décide de s'auto-dissoudre pour mettre le Gouvernement israélien devant ses responsabilités de puissance occupante, que celles-ci soient économiques, humanitaires ou sécuritaires. Israël, considéré dès lors comme puissance tutélaire, devrait réoccuper militairement l'ensemble des territoires et assurer à la population palestinienne l'ensemble des droits auxquels celle-ci peut prétendre en vertu des conventions internationales de droit humanitaire. Cette option, coûteuse pour Israël (sur les plans financier, militaire et politique), recueillerait la faveur d'une majorité de responsables de l'Autorité palestinienne. Pour ceux qui la défendent, elle présenterait l'avantage d'accroître l'isolement d'Israël sur la scène internationale. Mahmoud Abbas la considérerait comme une option de la dernière chance susceptible de créer un électrochoc salutaire, tant au sein de la communauté internationale que du monde arabe et de la société israélienne. La principale faiblesse de cette option réside néanmoins dans le fait qu'elle implique un accord tacite entre l'Autorité palestinienne et le Hamas pour dissoudre simultanément les institutions palestiniennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, accord qui semble aujourd'hui hors de portée.

3] **Une éruption de violence incontrôlée pouvant conduire à une nouvelle Intifada**. Soit de manière planifiée, soit plus probablement à la suite de dérapages ou d'accrochages dégénérant en affrontements incontrôlés, des segments de la population palestinienne ayant perdu tout espoir de voir leur situation s'améliorer se lancent dans une nouvelle confrontation armée visant les symboles de la présence israélienne au sein des territoires palestiniens, appuyés par certains Arabes israéliens. L'issue d'une telle confrontation ne ferait probablement aucun doute, à moins qu'elle ne survienne pendant un conflit armé opposant Israël au Liban, à la Syrie ou à l'Iran, mais elle contribuerait à isoler davantage Israël sur la scène internationale. D'un point de vue palestinien, une

telle confrontation faciliterait la réconciliation intra-palestinienne et pourrait créer l'électrochoc nécessaire pour convaincre la population israélienne de la nécessité de parvenir à un accord définitif sur le statut des territoires. D'un point de vue israélien, une telle confrontation ne pourrait que radicaliser davantage la population israélienne, renforcer la droite ultrareligieuse et ultranationaliste et aboutir, le cas échéant, à des transferts massifs et forcés de Palestiniens.

● Le conflit israélo-syrien

Israël et la Syrie sont tous deux persuadés qu'ils auraient tout intérêt à conclure la paix pour de nombreuses raisons (de politique intérieure et extérieure, économiques et sécuritaires). Plus aucun obstacle ne semble empêcher une entente entre les deux parties, à partir du moment où quelles que soient les frontières retenues dans le cadre d'un accord (mandat français ou accord de cessez-le-feu de 1949), la Syrie ne parviendra pas à obtenir l'accès direct aux eaux du lac de Tibériade qu'elle recherchait depuis tant d'années, le niveau du lac ayant considérablement baissé depuis une décennie[1]. Les Israéliens seraient prêts à rendre le Golan, les Syriens seraient prêts à étendre la zone démilitarisée, les deux parties seraient prêtes à accepter une présence internationale crédible pour surveiller l'application d'un éventuel accord de paix.

Paradoxalement, ni Israël, ni la Syrie ne semblent pourtant pressés de conclure un tel accord, se satisfaisant du statu quo en l'absence totale de confiance de part et d'autre. Face à ce déficit de confiance, les deux parties réclament l'intervention d'une tierce partie capable de faire respecter l'accord tout en offrant des garanties de sécurité aux deux parties concernées. La Turquie aurait pu jouer ce rôle, mais Israël ne lui fait plus confiance. La Russie pourrait l'assumer, mais elle ne semble pas en position de le faire. Les Etats-Unis sont donc aujourd'hui perçus par les uns et par les autres comme le seul acteur capable d'endosser une telle responsabilité entre Israël et la Syrie.

A moins que les Etats-Unis ne prennent rapidement à bras-le-corps le dossier israélo-syrien, ce qui ne serait pas impossible compte tenu de leur échec sur le dossier israélo-

[1] Jusqu'à présent, les négociations achoppaient sur le fait que les autorités syriennes revendiquaient l'accès aux eaux du lac de Tibériade, afin de pouvoir les utiliser pour viabiliser le plateau du Golan. Les autorités israéliennes, de leur côté, souhaitaient préserver leur accès monopolistique à ces eaux pour alimenter leur secteur agricole.

palestinien, le statu quo devrait perdurer à court et moyen termes. De nombreux indices incitent toutefois à penser que le Gouvernement israélien est actuellement en train de chercher à convaincre l'administration américaine de s'impliquer sérieusement sur ce dossier, appliquant ainsi sa stratégie de balance permanente qui consiste à faire avancer l'un des deux fronts de négociation pour accroître la pression sur l'autre.

● La crise libanaise

A court terme, la stabilité du Liban dépend des résultats de l'enquête conduite par le Tribunal international mis en place à la suite de l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri. Si l'implication de la Syrie semble avoir été écartée pour des raisons politiques (volonté de sortir la Syrie de son isolement diplomatique), l'implication de cadres du Hezbollah (anciens et actuels) dans l'exécution de l'attentat serait patente et difficilement contestable. La mise en examen ou l'accusation de membres du Hezbollah serait cependant considérée comme une déclaration de guerre par le Hezbollah qui refuse pour l'instant « l'option libyenne » (en référence à l'enquête ayant suivi l'attentat de Lockerbie), à savoir l'incrimination personnelle de cadres du Hezbollah sans faire référence à leur appartenance à la milice chiite. Des négociations serrées entre le Gouvernement libanais, le tribunal international, le Hezbollah et certains acteurs régionaux clés seraient en cours pour trouver une issue à la crise.

En cas d'un regain brutal de tensions dans le pays, l'hypothèse d'une prise de pouvoir par le Hezbollah apparaît totalement inconcevable. La milice chiite n'a ni la volonté, ni les moyens de s'emparer du pouvoir. Elle préfère son statut de « faiseur de roi » et de « force de blocage ». En étant trop associé au pouvoir libanais, le Hezbollah perdrait sa principale vocation qui est d'être une milice armée au service des intérêts de l'Iran. C'est pourquoi le Hezbollah a paradoxalement intérêt à voir Saad Hariri se maintenir au pouvoir, considérant que celui-ci constitue son meilleur bouclier, à la fois contre Israël et contre la communauté internationale.

En revanche, en cas de déstabilisation grave du pays, l'hypothèse d'un renversement du gouvernement Hariri et son remplacement par un nouveau gouvernement pro-syrien paraît une hypothèse tout à fait crédible. L'hypothèse la plus probable reste cependant celle d'une « instabilité sous contrôle » du gouvernement Hariri, qui ralentirait les

mécanismes de fonctionnement institutionnel de l'Etat libanais mais préserverait les intérêts vitaux des principaux acteurs politiques.

A moyen terme, la stabilité du Liban dépendra de la volonté d'Israël de se confronter ou non au Hezbollah, notamment si l'Iran est suspecté de s'être doté d'une capacité nucléaire militaire. Israël, qui ne semble pas être en mesure d'obtenir le feu vert des Etats-Unis pour lancer des frappes militaires contre le programme nucléaire iranien, pourrait être tenté de s'en prendre au Hezbollah pour annihiler préventivement la capacité de nuisance de la milice chiite pro-iranienne et éviter ainsi des risques ultérieurs d'escalade avec l'Iran, pouvant conduire à une crise nucléaire entre Jérusalem et Téhéran.

A plus long terme, la stabilité du Liban dépendra bien évidemment d'un éventuel accord de paix entre Israël et la Syrie et d'une architecture de sécurité qui confère un rôle important aux acteurs régionaux. A cet égard, si la Syrie et l'Iran se concertent quant à leur influence respective au Liban (comme en témoigne la récente visite officielle du Président iranien au pays du Cèdre et la visite en retour du Premier ministre libanais à Téhéran), il semble illusoire de penser que la Syrie intervienne militairement en cas de nouvelle confrontation armée entre Israël et le Hezbollah. L'affaire Wikileaks vient en effet de confirmer que les autorités syriennes se refuseraient à intervenir directement contre Israël en cas d'affrontement entre Israël et le Hezbollah, à moins d'être elles-mêmes directement agressées.

● La crise irakienne

Un constat unanime : l'Irak se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Son avenir reste très incertain et difficilement prévisible, malgré l'accord sur le maintien de Nouri al Maliki au poste de Premier ministre. Le pays dispose pourtant de ressources humaines et économiques potentiellement importantes – notamment en termes pétroliers et gaziers. Le temps nécessaire à son redressement politique, économique et sociétal varie de 5 à 15 ans selon les experts irakiens.

Plusieurs scénarios sont imaginables :

1] **Le retour d'un fort nationalisme arabe et irakien**, seul moyen de rassembler les communautés arabes chiites et sunnites qui constituent 80 % de la population du pays, de préserver durablement l'unité du pays et d'ériger un « bouclier » pour lutter contre l'activisme de l'Iran dans la région. Cette hypothèse semble confortée à la fois par les « révélations » de certains dirigeants arabes dans le cadre de l'affaire Wikileaks (prônant le retour d'une certaine forme d'autoritarisme en Irak), mais aussi par l'évolution de la société (sentiment de victimisation de la population et ressentiment vis-à-vis des voisins) et par les articles populistes vindicatifs qui fleurissent depuis quelques mois dans la presse irakienne, toutes tendances confondues[2]. Ce regain de nationalisme viserait à refouler l'influence iranienne grandissante, à délégitimer de nouveau la minorité kurde[3], à fragiliser la Syrie et à contester certains tracés frontaliers avec le Koweït (toujours perçu comme une province irakienne) et l'Iran (au niveau du Chat-el-Arab)[4]. Cette renaissance instrumentalisée du nationalisme irakien pourrait donc facilement déboucher sur de nouvelles tensions avec l'Iran, le Koweït et la Syrie. Concernant d'éventuelles tensions entre l'Irak et le Koweït, la majorité des experts venant de la région estiment qu'au lieu de ne s'en remettre qu'au Conseil de sécurité des Nations Unies et aux garanties de sécurité de Washington, les autorités koweïtiennes devraient nouer un dialogue direct avec le nouveau Gouvernement irakien, dès que celui-ci sera en place, pour régler ces tensions par la voie diplomatique, peut-être sous les auspices de puissances régionales telles que l'Arabie saoudite, la Turquie et pourquoi pas l'Iran.

2] **Le maintien durable des divisons et de l'instabilité**, compensé par un redressement relatif de l'économie engendré par la relance et la modernisation progressives de l'économie pétrolière et gazière. Cette analyse se fonde sur le fait qu'aucun des dirigeants irakiens n'a le charisme, la légitimé ou le soutien populaire nécessaire lui permettant d'émerger comme un nouveau raïs. Elle s'appuie surtout sur le fait qu'aucun des voisins de l'Irak (la Turquie, l'Iran, le Koweït, l'Arabie saoudite, la Jordanie et la

---

[2] Un nombre grandissant d'articles de journaux appellent le nouveau Gouvernement irakien à « corriger les erreurs de Saddam » qui auraient contraint le pays à accepter une redéfinition des frontières à son désavantage.

[3] Lors des dernières élections générales, 55 % des Irakiens vivant dans la région de Kirkouk et de Mossoul ont manifesté leur hostilité vis-à-vis de l'entité autonome kurde, alors qu'il y a cinq ans, 80 % de la population locale soutenait cette même entité kurde.

[4] Les accords frontaliers avec l'Iran (1975) et le Koweït (1993) seraient désormais perçus comme illégitimes par une large majorité de la population.

Syrie) n'a intérêt à voir ce pays redevenir un acteur régional puissant, même si tous, pour des raisons différentes, ont intérêt à sa stabilisation.

Selon une première variante de ce scénario, l'Irak, après avoir refoulé progressivement l'influence de l'Iran dans le pays, pourrait rejoindre un axe pro-occidental Nord-Sud, en renforçant sa coopération économique et politique à la fois avec la Turquie, l'Arabie saoudite et la Jordanie. C'est le scénario idéal pour les Etats du CCG, mais ce n'est pas le scénario le plus probable.

En l'état actuel des choses, l'hypothèse la plus probable reste que l'Irak rejoigne par pragmatisme un axe de coopération essentiellement économique, politique et culturel reliant l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Liban. Cet axe dominé par des régimes chiites ne serait toutefois pas suffisamment fort – ne serait-ce que par les rivalités que ces pays nourrissent entre eux – pour évoluer en une alliance militaire ou sécuritaire capable de défier l'alliance tacite nouée entre les Etats occidentaux et les Etats arabes modérés. Cette hypothèse semble confortée par l'extrême méfiance que les pays du CCG, notamment l'Arabie saoudite et le Koweït, continuent de nourrir à l'encontre de l'Irak, comme en témoigne le faible nombre d'ambassadeurs arabes en poste à Bagdad. Pour les tenants de cette analyse, l'Arabie saoudite pourrait se satisfaire d'un Irak dominé par les chiites, à condition que le régime irakien prône un agenda nationaliste et ne s'allie pas à l'Iran et à la Syrie.

Quoi qu'il advienne, une chose semble sûre : la Turquie, économiquement très présente en Irak, s'imposera comme un acteur clé pour l'avenir de ce pays.

● La crise yéménite

Quatre facteurs concourent à faire du Yémen un Etat failli : un autoritarisme despotique et prédateur, une structure étatique fondée sur des alliances tribales, la pauvreté et le chômage (la population a triplé en 30 ans), la présence endémique de mouvements terroristes se réclamant d'Al Qaïda. Les risques de kidnappings ou d'attentats contre les étrangers demeurent élevés. Le pays serait devenu l'une des plaques tournantes mondiales du trafic d'armes légères. Les risques de voir le Yémen évoluer vers un schéma « somalien » sont aujourd'hui réels.

Les difficultés du Yémen sont d'abord et avant tout d'ordre intérieur. L'Iran, souvent montré du doigt, ne serait pas à l'origine de la révolte des Houthis qui a ensanglanté la province nord (majoritairement chiite) du Yémen en 2009. Cette rébellion était latente depuis plusieurs années. Contrairement aux allégations de certains pays, Téhéran n'aurait pas non plus armé les rebelles, même s'il semble que le régime iranien ait par la suite tenté d'instrumentaliser la crise pour mettre Ryad en difficulté, après l'intervention militaire saoudienne à la frontière yéménite.

Le Yémen dispose d'un atout : son industrie pétrolière (70 % des revenus du pays). L'apaisement de la crise yéménite est possible. Il implique trois conditions pour la réalisation desquelles les acteurs régionaux ont un rôle à jouer :

1] **La mise en place d'une véritable politique de voisinage** destinée à insérer le Yémen dans la bulle de prospérité du Conseil de Coopération du Golfe. Une telle politique de voisinage ambitieuse impliquerait :

- Un changement d'attitude de l'Arabie saoudite qui persiste à considérer le Yémen comme son arrière-cour, qui s'oppose à son intégration dans les institutions du Golfe, qui chercherait à maintenir le pays dans un état de faiblesse relative et qui continue à financer les écoles coraniques waabites à travers le pays.
- Une plus grande implication du CCG au Yémen, faisant suite à l'ouverture récente et bienvenue d'un bureau de liaison du CCG à Sanaa.
- L'accueil massif, par les pays du CCG, de l'importante main-d'œuvre yéménite.
- L'intégration progressive du Yémen au sein du CCG.

2] **Une meilleure coordination de l'aide occidentale**, que ce soit dans le domaine politique, économique, humanitaire ou dans celui de la coopération sécuritaire.

3] **L'intensification des travaux conduits par « le groupe des amis » du Yémen**, qui regroupe les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Arabie saoudite, pour trouver une solution négociée qui préserve un Etat à la fois centralisé et stable. Une solution fédérale est perçue par l'ensemble des experts comme dangereuse pour l'avenir du pays et de la région.

● Conclusions :

- **La diminution de la crédibilité des Etats-Unis sur l'échiquier régional**, due à leur incapacité à faire pression sur le Gouvernement israélien, à leur retrait d'Irak, à leurs tergiversations face à la crise iranienne, ainsi qu'aux conséquences désastreuses de l'affaire Wikileaks.
- **La reconnaissance de la capacité d'Israël à déstabiliser l'ensemble de la région**, lui conférant de par ce simple fait une place d'acteur incontournable pour toute négociation sérieuse sur l'avenir de la région.
- **Le rôle croissant et incontournable de la Turquie**.
- **Les rôles pivots de l'Irak et de la Syrie** à la croisée de deux axes antagonistes (un axe Est-Ouest pro-iranien et un axe Nord-Sud pro-occidental).
- **La reconnaissance de l'Iran en tant que puissance régionale émergente**, capable de jouer un rôle positif comme un rôle négatif.
- **L'effacement progressif de l'Egypte et de l'Arabie saoudite** qui ne sont plus actuellement en mesure de jouer le rôle qui était le leur jusqu'à présent.
- **L'activisme du Qatar et des Emirats arabes unis**, qui tentent de compenser l'effacement relatif de l'Arabie saoudite et de l'Egypte.
- **La nécessité d'une coordination plus étroite entre l'OTAN, l'UE et la Ligue des Etats arabes**, pour maximiser les synergies potentielles et éviter les rivalités stériles.

Pierre RAZOUX
Responsable de recherches chargé du Moyen-Orient
Collège de Défense de l'OTAN
Via Giorgio Pelosi 1 – 00143 Rome – Italie
p.razoux@ndc.nato.int